



AVIS DE RECRUTEMENT

I - Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en République Centrafricaine intervient aux côtés de l'Etat afin de soutenir les efforts destinés à résoudre les problèmes de développement, favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie de la population, il propose des interventions dans les quatre domaines suivants :

- Bonne gouvernance et prévention des crises ;
- Réduction de la pauvreté ;
- Lutte contre el VIH/SIDA ;
- Environnement et Energie.

LE PNUD RECHERCHE UN(E) CONSULTANT(E) NATIONAL(E) POUR L'ETUDE DE RENFORCEMENT DU ROLE DU CADRE PERMANENT DE CONCERTATION (CPC) DANS LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

II – Objectifs de la mission

L'objectif de la présente mission est d'étudier les moyens de renforcer le rôle du Cadre Permanent de Concertation (CPC) dans la Promotion des Investissements en République Centrafricaine.

III – Tâches du Consultant

Le Consultant national travaillera sous la supervision directe de l'Economiste Principal du PNUD et aura les tâches suivantes :

1. Faire un état des lieux du dialogue public-privé en République Centrafricaine (RCA),
2. Faire une évaluation sommaire de l'environnement des affaires en RCA,
3. Revisiter les critères *Doing Business* et faire une analyse critique du classement de la RCA les trois dernières années,
4. Etude du niveau et de la tendance des investissements en RCA (IDE et nationaux),
5. Etudier des contraintes et les opportunités de mise en place d'un Environnement des Affaires de Classe Internationale (EACI) en RCA,
6. Faire la description d'un Conseil Présidentiel de l'Investissement (CPI) par un benchmarking sur le Mali et le Sénégal et étudier les conditions de sa mise en place en RCA.

IV – Résultats attendus

Au terme de l'étude, les résultats suivants devraient être atteints :

1. Un état des lieux du dialogue public-privé et de l'environnement des affaires en République Centrafricaine (RCA) effectué
2. Un rappel des critères *Doing Business* et une analyse critique du classement de la RCA les trois dernières années effectués,
3. Le niveau et la tendance des investissements en RCA (IDE et nationaux) présentés,
4. Les contraintes et les opportunités de mise en place d'un Environnement des Affaires de Classe Internationale (EACI) en RCA mises en évidence,
5. La description d'un Conseil Présidentiel de l'Investissement (CPI) par un benchmarking sur le Mali et le Sénégal effectuée et les conditions et la feuille de route de sa mise en place en RCA effectuées.

V- Qualifications requises

- Maîtrise en Economie ou Gestion.

VI – Profils recherchés

- Avoir une longue expérience dans la réalisation d'étude de formulation de stratégies liées au développement,
- Une très bonne connaissance des processus de dialogue public-privé,
- Une très bonne connaissance des stratégies de promotion des investissements et d'amélioration du climat des affaires,
- Bonne connaissance du processus *Doing Business* et de ses implications.

VII – Langues requises

- Une excellente maîtrise de la langue française est exigée
- Une bonne connaissance de l'anglais.

VII

VIII- Les personnes intéressées par cet avis de recrutement sont priées d'adresser leur dossier comprenant :

- Curriculum Vitae;
- Lettre de motivation manuscrite ;
- Copies des diplômes obtenus.

à l'une des adresses suivantes :

- Centre de Services PNUD Immeuble la Couronne, sis Avenue Barthélemy Boganda – Bangui.
recrutement.cf@undp.org

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au vendredi, 30 septembre 2009

IV/ Vous trouverez plus de détails des termes de référence auprès de la Représentation du PNUD (Immeuble La Couronne) ou à l'adresse suivante : http://www.cf.undp.org/job_car.htm

Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Les candidatures féminines sont encouragées.



UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

TERMS OF REFERENCE

I. Informations sur le poste

Titre du Poste: Type of contrat:	Consultant National pour l'étude de renforcement du rôle du Cadre Permanent de Concertation (CPC) dans la Promotion des Investissements
Superviseur :	Economiste Principal
Location:	Bangui/ RCA
Durée:	2 semaines
Date de Début:	15 septembre 2009
Date de Clôture des candidatures:	1 ^{er} septembre
Focal point:	M. Bécaye DIARRA

II. Contexte

La République Centrafricaine a élaboré, avec l'appui de ses partenaires, en septembre 2007, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont les piliers retracent les domaines dans lesquels les actions gouvernementales peuvent contribuer significativement à améliorer les conditions de vie des populations centrafricaines. Ce document reste la référence pour les bailleurs de fonds et les partenaires au développement dans la définition des politiques économiques dans lesquelles ils doivent appuyer le gouvernement centrafricain.

Après quasiment deux années de mise en œuvre du DSRP, des progrès restent à réaliser tant du point de vue du fonctionnement des Comités Sectoriels que celui de la mobilisation des ressources. En effet, une seule Table Ronde sectorielle a, jusqu'ici, pu être organisée (Commerce et Secteur Privé) et un gap de financement de 600 millions de dollars reste encore à mobiliser. Ce retard compromet sérieusement les perspectives de recul de la pauvreté sur le terrain ainsi que l'atteinte des OMD à l'échéance 2015.

Même si des résultats importants ont pu être réalisés dans les différents piliers, force est de constater que la croissance économique n'atteint pas encore le rythme nécessaire pour inverser les tendances de la pauvreté même si les causes proviennent en partie des effets de la crise économique et financière mondiale. L'origine de la faiblesse de la croissance est à rechercher dans l'absence d'une Stratégie d'accélération de la croissance comme support de la stratégie de lutte contre la pauvreté et qui consisterait à appuyer sur les leviers puissants tels que la promotion des grappes prioritaires (concept élargi des filières porteuses) et la mise en place d'un Environnement des Affaires de classe internationale (EACI).

C'est dans ce 2^{ème} volet de mise en place d'un EACI que le rôle du Cadre Permanent de Concertation (CPC) devrait être prépondérant. En effet, la richesse d'un dialogue public-privé a le mérite d'aborder et de résoudre des questions aussi importantes et vastes que la fiscalité, les infrastructures, les procédures administratives, la justice des affaires, etc., autant d'aspects qui préoccupent les investisseurs aussi bien nationaux qu'internationaux, établies ou potentiels.

Lorsque le dialogue public-privé est fructueux dans un pays, le classement *Doing Business* de celui-ci s'améliore et entraîne le plus souvent une augmentation des Investissements Directs Etrangers (IDE) et un effet d'entraînement positif sur les Investissements Nationaux et à long terme sur la Croissance Economique.

Ainsi, il est important et urgent de renforcer le rôle du CPC afin de lui permettre de jouer tout son rôle de promotion des investissements en RCA par une redynamisation et un recentrage de la coopération entre secteur public et secteur privé. Des pistes telles que la mutation vers un Conseil Présidentiel de l'Investissement (CPI), la promotion des Partenariats Publics-Privés (PPP), etc. seront explorées.

III. Objectifs de la mission

L'objectif de la présente mission est d'étudier les moyens de renforcer le rôle du Cadre Permanent de Concertation (CPC) dans la Promotion des Investissements en République Centrafricaine.

III. Tâches du Consultant

Le consultant national travaillera sous la supervision de l'Economiste Principal du PNUD et aura les tâches suivantes :

1. Faire un état des lieux du dialogue public-privé en République Centrafricaine (RCA),
2. Faire une évaluation sommaire de l'environnement des affaires en RCA,
3. Revisiter les critères *Doing Business* et faire une analyse critique du classement de la RCA les trois dernières années,
4. Etude du niveau et de la tendance des investissements en RCA (IDE et nationaux),
5. Etudier des contraintes et les opportunités de mise en place d'un Environnement des Affaires de Classe Internationale (EACI) en RCA,
6. Faire la description d'un Conseil Présidentiel de l'Investissement (CPI) par un benchmarking sur le Mali et le Sénégal et étudier les conditions de sa mise en place en RCA.

IV. Résultats attendus

Au terme de l'étude, les résultats suivants devraient être atteints :

6. Un état des lieux du dialogue public-privé et de l'environnement des affaires en République Centrafricaine (RCA) effectué
7. Un rappel des critères *Doing Business* et une analyse critique du classement de la RCA les trois dernières années effectués,
8. Le niveau et la tendance des investissements en RCA (IDE et nationaux) présentés,
9. Les contraintes et les opportunités de mise en place d'un Environnement des Affaires de Classe Internationale (EACI) en RCA mises en évidence,
10. La description d'un Conseil Présidentiel de l'Investissement (CPI) par un benchmarking sur le Mali et le Sénégal effectuée et les conditions et la feuille de route de sa mise en place en RCA effectuées.

V. Qualification requises

Education	<ul style="list-style-type: none">• Maîtrise en Economie ou Gestion
Expérience	<ul style="list-style-type: none">• Avoir une longue expérience dans la réalisation d'étude de formulation de stratégies liées au développement,• Une très bonne connaissance des processus de dialogue public-privé,• Une très bonne connaissance des stratégies de promotion des investissements et d'amélioration du climat des affaires,• Bonne connaissance du processus <i>Doing Business</i> et de ses implications
Langues requises	<ul style="list-style-type: none">• Une excellente maîtrise de la langue française est exigée,• Une bonne connaissance de l'anglais